Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Grexit, Brexit, Turxit… Suivant! La Turquie claque la porte, Mogherini et Stoltenberg la prennent en pleine figure

Par Dominique Arias
Mondialisation.ca, 28 juillet 2016

Région : L'Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN

On pouvait en douter au début mais plus maintenant. Vu la réputation qu'avait acquise M. Herdogan en Turquie même, avec son retour irrépressible aux vieilles méthodes de la dictature turque : autoritarisme autocratique, reprise du génocide kurde, incarcérations de journalistes et fermeture de médias critiques du régime et de ses méthodes, poursuites et arrestations tous azimuts pour trahison, on pouvait effectivement se demander si la tentative de putsch en Turquie s'inscrivait dans la veine de la Révolution des œillets au Portugal ou du putsch bolivarien au Venezuela, bien qu'on imagine plutôt mal ce type de coup d'Etat en Turquie.

Mais c'est vrai, la réputation du Sultan Herdogan en Turquie battait de l'aile et la grogne montait malgré la répression. Outre les sanctions drastiques de la Russie frappant très durement l'économie turque, suite à la destruction d'un Sukoï russe en Syrie, en 2015, par des F-16 turcs (et au refus d'Erdogan de s'excuser) – embargo sur l'importation de fruits et légumes turcs, interdiction pour les employeurs russes d'embaucher des travailleurs turcs, interdiction des vols charter vers la Turquie, interdiction de vente de voyages vers ce pays par les tour-opérateurs russes, non-délivrement de visas etc. – de lourdes accusations très étayées côté Russe de complicités de crimes de guerre éclaboussaient salement le régime : achat et revente « à échelle industrielle » du pétrole syrien spolié par Daech et Al-Qaïda (et de nombreuses autres richesses nationales syriennes spoliées) ; introduction d'armes, de munitions, d'explosifs et de mercenaires à destination de Daech et Al-Qaïda à travers la frontière turco-syrienne ; hospitalisation de terroristes de Daech et Al-Qaïda dans les hôpitaux turcs ; camps d'entraînement et recrutement de mercenaires en Turquie (parmi les réfugiés) à destination de la Syrie, ouvertement encadrés par la police et l'armée turques, etc. Au-delà des accusations de trafic et recel de biens nationaux spoliés et d'ingérence et incursions militaires en Syrie, les dénonciations allaient même jusqu'à l'utilisation des convois humanitaires par les services secrets turcs pour des livraisons illicites d'armes et de munitions en Syrie, mais visaient plus particulièrement la reprise des opérations militaires contre les villes et villages Kurdes (pourtant ennemis de Daech), et le refus des autorités de boucler totalement les frontières turques aux trafics en tous genres alimentant Daech et Al-Qaïda en Syrie.

Or ce qui ne collait pas, concernant l'idée d'un putsch à la vénézuélienne, c'était le timing. Le coup d'Etat mal préparé était tenté intempestivement *après* la volte-face spectaculaire, inattendue et presque incroyable d'Erdogan vis-à-vis de ses alliés et ennemis sur le dossier syrien, au cours des semaines précédentes. Déjà brouillé avec les USA depuis des mois au

sujet de leur soutien aux Kurdes, Erdogan avait en effet trouvé moyen dans le courant du mois de Juin, de se brouiller avec l'EU sur l'abrogation des visas, de renouer avec la Russie en présentant ses excuses officielles au sujet du Sukoï, de proposer même une indemnisation à la famille du pilote, et de demander la normalisation des relations russo-turques. Il avait aussi décidé de se rapprocher des autorités syriennes par l'entremise de l'Algérie, au point de finalement demander quasi-officiellement la normalisation des relations syro-turques, après cinq ans de « *proxy war* » anti-Assad (guerre d'agression par mercenaires interposés). Autant dire qu'en un mois à peine (soit depuis l'éjection de son premier ministre, Ahmet Davutoglu, en poste depuis 2014, remplacé par Binali Yldirim fin mai 2016), il venait de tourner le dos à toute la stratégie américano-européenne d'agression et de mise à sac de la Syrie ! Alors, pourquoi diable des opposants à la ligne gouvernementale de ces dernières années auraient-ils attendu précisément la levée des sanctions russes et la normalisation des relations syro-turques pour se mutiner ?

Mais si la vague massive de répression n'était pas une fois de plus en train de s'abattre sur la gauche turque, était-il vraiment possible qu'elle s'abatte sur la droite turque, anticommuniste, pro-américaine, pro-européenne, anti-Assad et antirusse ? Non, sans blague ! Et qui d'autre ?

Outre que les leaders du Putsch semblent être des officiers supérieurs de l'Aviation, dont le général Bekir Ercan Van, commandant de la base aérienne turque d'Incirlik (au sud de la Turquie), que les Etats-Unis et l'Otan utilisent pour leurs missions au Proche-Orient, même Lawrence Wilkerson (ex-chef du cabinet de l'ancien ministre américain des Affaires étrangères US, Colin Powell), est convaincu que le service de renseignement américain est directement impliqué dans la récente tentative de coup d'Etat en Turquie et pâtit de sa réponse. Interviewé par Sputnik, Lawrence Wilkerson – qui travaillait de 2002 à 2005 en tant que chef du cabinet du secrétaire d'Etat Colin Powell – le directeur de la CIA, John Brennan, aurait « certainement » joué son rôle dans la tentative de coup d'Etat militaire en Turquie. Les militaires américains présents à Incirlik ou liés à cette base (et qui avaient communiqué l'an dernier aux pilotes turcs les plans de vol des Sukoïs russes à abattre) pouvaient en effet difficilement ne pas être au courant de ce qui s'y préparait. L'Economiste F. Wiliam Engdhal, spécialisé dans les relations internationales le démontre d'ailleurs très explicitement cette forte probabilité dans l'un de ses derniers articles : *cf*. http://www.mondialisation.ca/derriere-la-tentative-desesperee-de-coup-detat-de-la-cia-en-turquie/5537112

Le ras-le-bol d'Erdogan

Pour comprendre les causes du revirement drastique d'Erdogan (même si ça revient presque à croire aux miracles), il faut se remémorer quelques points importants de son règne et de ce qui précède.

Erdogan est un homme de pouvoir, un homme politique, et dans le système occidental, industriels et milieux d'affaires sont au-dessus du politique. Ils ont des attentes et des priorités, et soutiennent les candidats les plus aptes à les faire valoir et primer. Ils peuvent attendre que la conjoncture évolue en leur faveur, mais pas indéfiniment.

Erdogan est intronisé en 2003, comme premier ministre, et présenté au monde comme « le nouveau visage de la Turquie », qui tourne le dos à des décennies de dictature militaire contrôlée par les USA, et la CIA en particulier, et stigmatisées par le génocide du peuple Kurde, dont les réfugiés demandent alors l'asile politique partout en Europe. C'est un

« réformateur », c'est-à-dire quelqu'un qui *doit* réformer ce qui reste du système Kémaliste d'Atatürk afin de rendre son pays compatible avec le modèle de gouvernance occidental, et de l'intégrer rapidement à l'Union Européenne. Ce projet est particulièrement cher aux USA et aux responsables de l'OTAN car il élargit l'Europe à l'autre rive de la méditerranée, un précédent qui facilite théoriquement, à terme, le vieux rêve d'une éventuelle intégration Israël à l'Union Européenne et à l'OTAN. Compte tenu des projets militaires US de l'époque (lancement de la campagne d'invasion/occupation américano-britannique en Irak), l'inclusion d'un pays musulman membre de l'OTAN (depuis 1951) dans l'Union européenne est aussi en enjeu en soi, qui ouvre des options en termes de marchés et de moyens de pression, notamment. Outre l'intention annoncée de remplacer à terme le régime parlementaire – apanage exclusif de Bruxelles – par un régime présidentiel (avec Erdogan comme président), Erdogan *doit* dès lors réformer l'économie nationale et satisfaire aux critères d'entrée dans l'Union. En fait, le processus est déjà amorcé de longue date : accord d'association en 1963, Union douanière en 1996, admission officielle d'Ankara comme candidat à l'UE au sommet d'Helsinki, en 1999.

En décembre 2004, un an après l'intronisation d'Erdogan, Bruxelles décide que les négociations pour l'adhésion de la Turquie commenceront l'année suivante. Elles démarrent effectivement en 2005, mais le processus traîne en longueur et l'Europe ne parvient jamais à un consensus unanime sur l'intégration de la Turquie. Les réticences restent fortes, tant à cause du récent génocide des Kurdes que sur l'idée d'une identité culturelle européenne qui inclurait les Turcs comme européens mais tiendrait les Russes pour des asiatiques. « La Turquie ne répond toujours pas aux Critères de Copenhague ».

Erdogan a cependant des engagements envers ceux qui l'ont soutenus et il fait de son mieux pour répondre à la fois aux exigences de l'Union et à celles des USA. Il réforme le système économique, liquide l'héritage Kémaliste (et les Kémalistes au passage), redonne une place centrale à l'Islam, ce qui n'est pas vraiment du goût des Européens, participe pleinement aux guerres des USA et de l'UE en ouvrant son espace aérien et ses bases aux forces d'occupation occidentales. Bruxelles hésite, spécule, se perd en polémiques.

Au début des années 2000, les USA font le pari de pouvoir mener 5 guerres en même temps dans le monde arabe, Erdogan se mouille sans hésitation pour gagner la faveur des Occidentaux, se brouille avec ses voisins Arabes qui réprouvent les objectifs et les méthodes des USA. Après l'Afghanistan et l'Irak, l'OTAN veut liquider la Libye, Erdogan soutient le projet et collabore de son mieux à la « répétition générale » de la campagne de Syrie. Lorsque celle-ci démarre, Erdogan s'implique totalement et même très ouvertement en faveur des « rebelles » islamistes, d'Al-Qaïda et plus tard de Daesh, mais la campagne patauge et s'embourbe, la Russie et la Chine verrouillent obstinément la réplique du scénario libyen, l'Europe devient frileuse, Erdogan s'impatiente.

Initialement, la stratégie américaine repose sur plusieurs axes :

1) Répartir les forces rebelles en une multitude de factions hétérogènes à la fois alliées et ennemies mais indéfiniment miscibles, afin qu'il soit littéralement impossible de savoir qui est extrémiste ou pas, qui reçoit de l'aide ou pas, qui est allié ou ennemi, qui change de bord, etc. Aujourd'hui sommées de le faire, les autorités US en demeurent totalement incapables.

2) Discréditer Assad sur le plan national et international en le contraignant à laisser son armée s'enliser dans des combats de rues contre des groupes de mercenaires très mobiles,

à faire évacuer des quartiers entiers pour les bombarder ensuite, à détruire en vain ses propres villes, secteur par secteur.

3) Ecarteler l'armée Syrienne en la contraignant à abandonner le centre du pays (désertique, peu peuplé mais où se trouvent les principales ressources), pour tenter de libérer prioritairement les villes et la bande côtière de l'emprise des mêmes groupes armés que ceux qui viennent de détruire la Libye (avec les mêmes sponsors). C'est ce qui permet à Daesh d'annexer le centre et l'Est de la Syrie.

4) Briser l'économie de la Syrie entre les pénuries généralisées d'un embargo unilatéral (illégal mais drastique) et le pillage systématique des ressources, y compris agricoles mais principalement pétrolières par l'EI (Daech) – une force principalement mercenaire et en grande partie étrangère (en particulier au niveau du commandement). Suréquipée bien que rarement confrontée à l'armée syrienne, Daech est surtout spécialisée dans des activités illégales et maffieuses, dont les revenus permettront (jusqu'à l'intervention russe) d'alimenter en armes munition et matériel de guerre la myriade de factions anti-Assad disséminées à travers tout le pays, et de justifier par ses exactions épouvantables et ultra médiatisées (par ses propres soins notamment), une intervention occidentale ou de l'OTAN au titre de la R2P (responsabilité de protéger).

Pendant plus de 2 ans les USA et une vaste coalition progressivement élargie à une trentaine de pays bombardent le désert irakien et syrien en prétendant combattre Daech sans aucun résultats positif, les médias dépeignent l'EI comme militairement supérieur (en plein désert) à une coalition qui regroupe les pays les plus puissants de la planète, les services de renseignements les plus efficaces au monde, et qui garde totalement l'apanage du ciel. Les Occidentaux font valoir la gravité de la situation pour obtenir l'aval de l'ONU pour une « opération humanitaire » de type Afghanistan, avec troupes au sol et changement de régime en Syrie. Erdogan est à 100% favorable à cette intervention. Mais au moment où l'opération militaro-humanitaire occidentale est sur le point de se passer du feu vert de l'ONU, la Russie intervient la première, aux côtés de l'armée Syrienne et à la demande du gouvernement syrien, avec une puissance de feu, une précision et une efficacité qui laisse tout le monde pantois. L'intervention russe provoque l'indignation générale mais c'est la seule qui soit légale du point de vue du droit international. Intervention occidentale annulée.

La violence des combats qui ravagent la Syrie depuis 5 ans (une authentique guerre mondiale mais « dissymétrique », avec plus de trente pays d'un côté et seulement cinq ou six de l'autre), leur expansion à travers tout le pays, l'immensité colossale des destructions et les pénuries liées à l'embargo viennent s'additionner aux effets directs et indirects des autres guerres en cours (Irak, Afghanistan, Libye, Soudan, etc.) et provoquent une crise migratoire sans précédent, que les Occidentaux s'efforcent d'instrumentaliser auprès de l'ONU pour obtenir à nouveau un consensus clairement favorable à une « opération humanitaire » en Syrie. Erdogan fait son possible pour répondre aux attentes des dirigeants occidentaux afin d'accélérer l'inclusion de la Turquie dans l'Union, mais au contraire le consensus se délite de plus en plus et un nombre croissant d'élus locaux demande l'arrêt de la collaboration avec les islamistes, le ralliement aux forces russes et syriennes, qui sont les seules à obtenir des résultats probants sur le terrain et à respecter le droit international. La « crise des réfugiés » est un fiasco politique.

Dans le même temps, Erdogan de son mieux pour engager l'OTAN à intervenir en volant au secour d'un pays membre. L'OTAN tergiverse, hésite, vacille et finalement refuse, faute de consensus. Les forces qu'il soutient sur le terrain se font massacrer et reculent

inexorablement. Erdogan vitupère pour obtenir au moins l'abrogation des visas obligatoires pour les Turcs souhaitant se rendre en Europe pour affaire, en attendant une intégration qui ne viendra manifestement jamais, mais la crise migratoire se combine à une vague d'attentats en Europe et même ça, il ne parvient pas l'obtenir.

Vient ensuite le Brexit, la goutte qui fait déborder le vase. Au bout du compte, après plus de vingt ans de guerres perpétuelles au Proche-Orient, les opérations militaires occidentales tournent au fiasco les unes après les autres, le discrédit est total, l'hégémonie US promise sur le Proche-Orient est un échec lamentable et une dévastation intégrale, l'intégration de la Turquie à l'Union européenne n'est toujours pas à l'ordre du jour, l'OTAN hésite face à la Russie, la légitimité de son maintien sous autorité américaine est de plus discutée, y compris en interne, et souffre de dissensions croissantes. Au bout du compte, même l'Union européenne, qui n'a finalement jamais été fichue de tenir une seule de ses promesses à l'égard de la Turquie, se délite de l'intérieur et se désagrège sur fond d'illégitimité. Comme l'expliquait le premier ministre hongrois, Viktor Orban, jeudi 14/07 à Varsovie, après la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, aujourd'hui l'Union « *n'est plus un acteur global mais régional* ». Et pendant ce temps, la Russie, la Chine, l'Inde et d'autres pays, prennent des initiatives, réussissent de véritables tours de force sur le plan international, et s'efforcent de construire un monde multipolaire et d'autres alternatives à une hégémonie occidentale à bout de souffle et totalement discréditée.

Pour le Sultan Erdogan ça suffit ! Et en juillet 2016, il jette l'éponge et tourne sa veste, et se met à purger massivement tous les relais et réseaux « *stay behind* » que la CIA avait tissés des années durant et laissés derrière elle pour pouvoir reprendre la main en cas de problème.

Conséquences

D'après un rapport de la BBC : quelque 7 500 soldats et plus d'une centaine de généraux et amiraux incarcérés ; 8 000 policiers suspendus, dont un millier incarcérés ; 3 000 membres de la magistrature suspendus, dont 1 481 juges au civil et 262 juges et procureurs militaires ; 15 200 fonctionnaires du ministère de l'Education limogés ; 21 000 enseignants virés ; 1 577 doyens d'université contraints de démissionner ; 1 500 fonctionnaires du ministère des finances limogés ; 492 prédicateurs et enseignants religieux limogés ; 393 fonctionnaires du ministère de la Politique sociale limogés ; 157 fonctionnaires du bureau du premier ministre limogés ; une centaine de responsables du renseignement suspendus ; la Garde présidentielle dissoute et 300 de ses membres sous les verrous (liés au groupe qui a annoncé de coup d'Etat sur la télévision publique TRT) ; etc. Et ce n'est manifestement pas fini !

Erdogan accuse Fethullah Gülen, émigré aux USA et notoirement très directement lié à la CIA, d'avoir infiltré toutes les infrastructures militaires et civiles de la Turquie, d'y avoir constitué « un Etat parallèle » et d'être (avec la CIA) à l'origine du coup d'Etat. Le concept d'*Etat parallèle*, contrôlé par une puissance étrangère, est (avec celui d'*ennemi intérieur*) le cœur même de l'idéologie contre-insurrectionnelle. Il est généralement totalement injustifié et chimérique mais manifestement pas dans le cas de la Turquie actuelle. Les médias occidentaux dénoncent le putsch raté comme un faux destiné à légitimer une répression préméditée, au prétexte que « les listes étaient prêtes avant le coup d'Etat ». C'est probablement faux, mais il est clair que dans un Etat policier comme la Turquie, tout ce beau monde était probablement déjà fiché de longue date.

Pour autant, selon l'analyste politique turc Soner Cagaptay, Erdogan profiterait au passage du large appui populaire que lui offre la tentative de coup d'Etat, pour promouvoir une série d'amendements à la constitution. Ces amendements auraient notamment pour objectif le remplacement du régime parlementaire de gouvernance par un régime présidentiel, avec évidemment Erdogan comme chef d'Etat. Plus le président sera proche du pouvoir absolu, explique Soner Cagaptay, plus il sera difficile pour ses opposants de le combattre démocratiquement, toute démarche de ces derniers pouvant désormais être qualifiée de complot et jugée illégale.

Mais on ne tourne pas le dos à l'Europe et aux USA si facilement et un tel affront est aussi téméraire que risqué. Avec les ennemis qu'il vient de se faire, Erdogan doit sécuriser sa position en Turquie même, d'autant que ses ambitions ne s'arrêtent manifestement pas à sortir la Turquie du giron de Washington. Le vice-premier ministre turc, Numan Kurtulmus, a déclaré pouvoir espérer la levée de l'état d'urgence « d'ici un mois ou un mois et demi […] si les conditions reviennent à la normale ». Auparavant, la Turquie envisage de « déroger temporairement aux principes de la CEDH » (la Convention européenne des droits de l'homme). « La Turquie va suspendre la Convention européenne des droits de l'homme dans la mesure où cela ne contrevient pas à ses obligations internationales, tout comme la France l'a fait sous l'article 15 de la Convention » après les attentats de novembre 2015, a déclaré Numan Kurtulmus. (Le Royaume-Uni avait d'ailleurs également fait usage de cette procédure en Irlande du Nord, entre fin 1988 et début 2001)

Devant de telles déclarations et l'arrestation en masse de tous les relais potentiels de la CIA liés de près ou de loin à Fethüllah Gullen – et manifestement, Erdogan ratisse très large – et les menaces de peine de mort et de tortures qui pèsent sur ces derniers, plusieurs responsables de l'UE ont déjà clairement évoqué la révocation définitive de la candidature de la Turquie – « en cas de non-respect des normes démocratiques et de la primauté du droit » insistent fermement les principaux violateurs du droit international dans le conflit syrien. Le secrétaire d'État américain John Kerry, a pour sa part annoncé très officiellement, au nom de l'OTAN, l'exclusion probable de la Turquie si la peine de mort devait être rétablie en Turquie et appliquée contre les militaires putschistes. « L'OTAN a des exigences en matière de démocratie », déclarait en effet John Kerry lundi 18/07 lors d'une conférence de presse conjointe avec la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini. La peine de mort n'a pourtant été abolie en Turquie qu'en 2004, soit bien après l'admission officielle d'Ankara comme candidat à l'UE.

Mais il faut bien reconnaître que la peine de mort et l'usage de la torture sont notoirement diamétralement en contradiction avec les principes fondamentaux des pays membres de l'OTAN. Les USA, qui dirigent l'Etat-major de l'OTAN de manière obligatoire depuis sa création, n'ont d'ailleurs jamais aboli la peine de mort dans leur propre pays (1) et l'ont même élargie à l'ensemble de la planète sous les termes de « négligences de guerre » (*casualties of war*) et de « liste noire présidentielle » (« *president's killing list* »), qui donnent au prix Nobel de la paix Obama droit de vie ou de mort sur tout opposant, groupe d'opposants (supposés ou présumés tels) ou « ennemi déclaré des intérêts américains », littéralement où qu'ils puissent se trouver sur la planète et sans contravention spécifique au droit international – comme le confirme depuis des années le silence complice de Ban Ki-moon sur la question. Quant à la torture, G. W. Bush et Obama ont régulièrement fait pression sur l'ONU depuis le début des années 2000, pour qu'elle puisse officiellement être légalisée internationalement dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » – sans réaction particulière de l'UE d'ailleurs. Mais en Turquie, bien sûr, ce serait tout à fait

inadmissible !

Réponse d'Erdogan à l'OTAN : « *Les pays qui refuseront de livrer Fethullah Gulen sont des ennemis de la Turquie !* » Ce que confirme le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, qui déclare que les relations turco-américaines souffriraient inévitablement si les Etats-Unis refusaient d'extrader Fethullah Gulen en Turquie.

Réponse d'Erdogan à l'UE : *« L'UE, ce n'est pas le monde entier, ce n'est que 28 pays ! […] Nous avons frappé à la porte pendant 53 ans, ils nous ont fait attendre, en laissant entrer les autres ».*

Dans le camp opposé, on n'est pas dupe pour autant, et la réputation d'Erdogan est si infecte que ses « nouveaux alliés » se méfient de lui comme de la peste – d'autant qu'il est parfaitement capable d'une nouvelle volte-face pour peu que l'UE lui propose finalement d'accéder plus rapidement à ses exigences. Aussi prompt à l'obséquiosité qu'aux insultes, Erdogan n'en est manifestement pour l'instant qu'à provoquer ses ex-partenaires pour les acculer à réagir en sa faveur (ce qui n'est pas forcément le meilleur des moyens). Les autorités russes se disent « très préoccupées par la tournure des événements en Turquie » malgré le soudain débordement d'éloges d'Erdogan envers la Russie – honnie hier encore. Pour le dirigeant syrien Bachar el-Assad, Erdogan profite manifestement de la tentative de coup d'Etat pour « mettre en place en Turquie le projet radical de l'organisation islamiste des Frères musulmans », dont il est issu à l'origine. Dans un entretien à l'agence d'informations cubaine *Prensa Latina*, Bachar al-Assad explique que les autorités turques « ont de mauvaises intentions, ce qui est plus dangereux que le coup d'Etat lui-même ». Erdogan « profite du putsch pour exécuter l'ordre du jour des islamistes, qui est l'isolement de la société civile. […] La victoire définitive des islamistes radicaux représentera une menace pour tous les pays de la région, y compris la Syrie ». Mais « c'est une affaire turque et c'est au peuple turc d'en décider ».

Il n'en demeure pas moins que la Russie, pour sa part, risque fort de conditionner le dégel effectif des relations russo-turques a un positionnement sans ambiguité dans le conflit syrien, c'est à dire au bouclage réel des frontières, à la fin du soutien turc aux factions terroristes anti-Assad, et à une suspension des attaques contre les ennemis déclarés de Daech (les Kurdes en particulier), ce qui marquerait un tournant crucial dans le conflit syrien, penchant fortement vers une victoire totale et définitive des forces syriennes. Il n'est pas du tout certain qu'Erdogan accepte de jouer le jeu, mais il aurait sans doute aussi beaucoup à perdre à ne pas le faire. Affaire à suivre !

Une saga aux enjeux extrêmement lourds, dont les rebondissements et les principaux acteurs ne lassent pas de nous surprendre, et dont tout le monde souhaite néanmoins voir très bientôt le dernier épisode. Enfin… presque tout le monde.

Dominique Arias

(1) En 2015, seulement 20 États américains (sur 50) ne pratiquent plus la peine de mort.

Habituellement traducteur d'ouvrages et d'articles pour les sites Mondialisation.ca et Investigaction, Dominique Arias est aussi occasionnellement l'auteur d'articles résumant différents éclairages sur le traitement des événements et conflits internationaux dans les

médias occidentaux.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Dominique Arias, Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : Dominique Arias

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca